

## Stabilisation en Afghanistan : l'Ouest afghan, un verrou stratégique ?

Virginie Sandrock

(10 janvier 2007)

La chute du régime taliban en novembre 2001 annonçait la fin de 26 ans de guerre en Afghanistan. Cinq années plus tard, les promesses de la reconstruction n'ont pas été tenues. L'Afghanistan reste un pays sous perfusion. 95 % des revenus de l'Etat proviennent des aides extérieures et servent en grande partie à financer le salaire des internationaux et le budget de fonctionnement des organisations internationales. A Kaboul comme en province, la pauvreté gagne du terrain et l'insécurité perdure. Gangrené par la corruption et l'explosion du narcotrafic, le pouvoir du président Karzaï est de plus en plus fragilisé, et la constitution d'un État de droit directement menacée par le retour en force des Taliban. Depuis le printemps 2006, leur mouvement d'insurrection a repris de la vigueur. Cantonnés initialement à l'est et au sud du pays dans les zones tribales proches de la frontière pakistanaise, les Taliban ont gagné du terrain vers l'ouest, traditionnellement plus stable. La Force de l'OTAN, mandatée en décembre 2001 par l'ONU pour soutenir l'extension du gouvernement central dans les provinces, surprise par l'intensité de la résistance, mène aujourd'hui une « guerre totale ». Sur le terrain, le commandement italien, (Fias) basé à Herat et dont la responsabilité couvre quatre provinces (Herat, Farah, Ghor et Badghis) affronte la complexité d'une situation marquée par la multiplication des attaques sur les convois, les attentats suicides, et la montée des violences. Dans la perspective d'une résolution de la crise en Afghanistan, la stabilité à l'ouest du pays revêt une importance capitale dont le succès est lié à la capacité de l'Otan d'endiguer le mouvement d'insurrection et au rôle de deux acteurs : Ismaël Khan, « seigneur de la guerre » d'Herat, actuellement ministre de l'Énergie, et l'Iran, voisin omniprésent dont l'influence s'étend progressivement sur la région.

## **L'ouest afghan exposé à une situation sécuritaire de plus en plus dégradée**

L'ouest afghan connaît actuellement un regain de tensions et de violences, particulièrement marquées à Farah. Ces derniers mois, une cinquantaine d'attaques ont pris pour cible les forces de l'OTAN stationnées dans la province, ainsi que les institutions gouvernementales et les écoles afghanes<sup>1</sup>. Trois explications peuvent être avancées. En premier lieu, Farah est la zone de repli des Taliban en provenance du sanctuaire d'Helmand, où les soldats Britanniques de l'OTAN patrouillent et montent des « opérations coup de poing ». Harcelés, les Taliban reculent vers la porte de Delaram située à l'entrée de la province de Farah, où ils lancent des attaques quasi quotidiennes contre le PRT américain, multipliant les attentats suicides et IED (*Improvised Explosive Device*) contre les convois<sup>2</sup>.

En second lieu, les Taliban, pour la plupart d'ethnie pachtoune, bénéficient à Farah d'un soutien important de la population locale<sup>3</sup>. Pachtoune à 90 %, elle leur garde une sympathie diffuse. Située en zone rurale, la province de Farah est éprouvée par l'insécurité<sup>4</sup> et la pauvreté grandissante. Cinq ans après la fin des hostilités, 95 % des Afghans n'ont accès ni à l'électricité, ni à l'eau potable<sup>5</sup>. Dans ce contexte, la stratégie des Taliban vise à exploiter les doutes d'une population qui ne fait plus confiance ni à ses dirigeants ni à la communauté internationale. Au travers d'un système de propagande efficace, ils dénoncent l'invasion des troupes occidentales et l'incapacité du gouvernement Karzai à maintenir la stabilité dans le pays.

Enfin, la dégradation de la situation dans l'ouest afghan est étroitement liée à la recrudescence du narcotrafic. L'Afghanistan fournit plus de 90 % de la production mondiale d'opium. Pour l'année 2006, la Banque

---

<sup>1</sup> Le centre de gravité de l'insurrection en Afghanistan se situe actuellement à l'intérieur et autour des provinces de Kandahar, Helmand, Uruzgan et, de plus en plus souvent, Farah. L'insurrection couvre désormais un large territoire en forme d'arc où dominent les Pachtoune, qui s'étend de la province de Kunar à l'est à la province de Farah à l'ouest. Elle touche aussi de plus en plus la limite sud des hauts plateaux du centre, dans les provinces de Ghor et Day Kundi. Source : rapport du Secrétariat général sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité. 11 septembre 2006.

<sup>2</sup> Un IED est un engin constitué à partir d'explosifs militaires ou civils, dont le déclenchement s'opère via des déclencheurs infrarouges, téléphones GSM, ou commandes à distance.

<sup>3</sup> L'Afghanistan est un pays d'ethnies composites qui englobe 42 % de Pachtoune, 27 % de Tadjiks, 10 % d'Hazaras, 9 % d'Ouzbeks, 4 % d'Aimaks, 3 % de balouches, et 5 % d'autres minorités.

<sup>4</sup> Selon le rapport du Conseil de sécurité du 11 septembre 2006, la sécurité est, encore une fois, devenue la préoccupation première d'une majorité d'Afghans. Selon les estimations, plus de 3 700 personnes, insurgés et civils (au moins 1/3), auraient perdu la vie au cours des combats depuis le début de l'année 2006. Le nombre de victimes a plus que triplé par rapport à 2005.

<sup>5</sup> Voir le rapport du Conseil de surveillance et de coordination conjointe (JCMB), qui regroupe des représentants du gouvernement afghan et de la communauté internationale, 12 novembre 2006. Disponible sur : [http://www.nawaaye-afghanistan.net/article.php3?id\\_article=2373](http://www.nawaaye-afghanistan.net/article.php3?id_article=2373)

mondiale prévoit une augmentation de 49 % de la production. Ses bénéficiaires représentent 2,6 milliards de dollars soit 1/3 du budget de l'État afghan. La culture de l'opium se développe particulièrement dans les provinces les plus durement touchées par les violences, notamment Helmand, Kandahar, et Farah<sup>6</sup>. Frontalière de l'Iran, cette dernière attire producteurs, trafiquants, groupes armés illégaux et Taliban. Leurs liens ethnico religieux sont cimentés par l'argent de la drogue qui leur permet de se procurer les armes et les munitions nécessaires.

Dans leur perspective de reconquête du pouvoir, les Taliban ont deux objectifs clefs, Hérat et Kandahar. Hérat est la ville la plus riche du pays. Les revenus issus des taxes douanières entre l'Iran et l'Afghanistan attisent leurs convoitises. Kandahar est la ville symbolique, foyer des dynasties royales pachtounes et berceau du régime Taliban. Leur mouvement, issu à l'origine d'étudiants des écoles islamiques (madrassas) établis dans les camps de réfugiés au Pakistan, prétend comme par le passé ramener la paix en Afghanistan, y rétablir l'ordre, et imposer la charia, ou loi islamique.

Contenue jusqu'à présent à la province de Farah, la dégradation sécuritaire pèse sur les autres provinces de l'ouest afghan : Ghor, l'une des provinces les plus pauvres d'Afghanistan, et Badghis, zone importante de culture du pavot située en bordure de la frontière turkmène. Elle menace aussi la capitale de l'ouest afghan, Hérat, où la fréquence des explosions s'accélère. Toutefois, la ville reste préservée des infiltrations talibanes grâce à la forte présence des troupes occidentales, à laquelle s'ajoute l'influence de l'Iran et d'Ismail Khan, le « seigneur de guerre » local.

### **L'ISAF débordée**

Lors du dernier sommet de l'OTAN à Riga (28-29 novembre 2006), les chefs d'États ont avancé la « qualité des progrès » réalisés en Afghanistan et le rôle essentiel joué par la Force intérimaire d'assistance à la sécurité<sup>7</sup> (FIAS). Mise en place en décembre 2001, la force de l'OTAN forte de 32 000 soldats originaires de 37 pays, est mandatée pour soutenir l'extension du pouvoir central vers les provinces<sup>8</sup> parallèlement à une

---

<sup>6</sup> Voir Organisation des Nations Unies pour la lutte contre le crime et la drogue (chiffres 2005).

Main opium poppy cultivation provinces in Afghanistan in 2005

Helmand, 26 500 hectares cultivés ; Kandahar, 12 989 ; Farah 10 240 hectares. Soit respectivement 25, 12 et 10 % de la production d'opium en Afghanistan. Les provinces de Badghis et Ghor représentent respectivement 2 689 et 2 967 hectares cultivés.

Voir aussi : World Bank. "Afghanistan's opium economy", 26 novembre 2006.

<sup>7</sup> Sommet de Riga sur le site de l'OTAN : <http://www.nato.int/docu/update/2006/11-november/e1128a.htm>

<sup>8</sup> En vertu de la résolution 1386 du Conseil de sécurité des Nations Unies, la FIAS est déployée pour assurer la sécurité de Kaboul et de ses alentours le 20 décembre 2001. La résolution 1510 du 13 octobre 2003 l'autorise à se déployer hors de Kaboul.

coalition chargée de lutter contre le terrorisme<sup>9</sup>. Conformément à la volonté américaine de retirer quelques milliers de soldats, elle a progressivement pris le contrôle de l'ensemble de l'Afghanistan. Ses phases de déploiements successifs se sont achevées le 5 octobre 2006, par l'extension de sa zone d'opération à l'Est du pays. Elle déploie actuellement 25 PRT dans tout le pays, dont le rôle est d'assurer une présence militaire dissuasive, et de participer à la reconstruction de l'Afghanistan<sup>10</sup>. Toutefois, le calme relatif qui a prévalu en Afghanistan jusqu'au printemps 2006, a cédé à la résurgence de l'insurrection talibane dont la férocité des engagements était inattendue. De fait, au lieu d'œuvrer au maintien de la paix et au renforcement d'un gouvernement légitime, la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) doit se battre contre un ennemi résolu à la chasser du pays.

« Face à l'irakisation du conflit » décrite par Olivier Roy<sup>11</sup>, conjuguée aux inerties nationales, les troupes de l'OTAN tentent de s'adapter à l'évolution de leur mission. Le commandant de la FIAS, le général britannique David Richards a affirmé qu'il ne disposait pas d'un nombre de soldats suffisants dans les unités de combat, ni des moyens aéroportés nécessaires pour remplir sa mission<sup>12</sup>. En réponse, les États membres de l'OTAN dotés de forces significatives comme l'Allemagne, l'Italie, la Turquie et la France ont déclaré qu'ils n'avaient pas de troupes supplémentaires à fournir, mais qu'ils lèveraient un certain nombre de « caveats », des restrictions à l'usage de leurs troupes pour des missions à hauts risques<sup>13</sup>. Reste au commandant de l'OTAN le soin de travailler à accroître la disponibilité des forces déjà existantes sur le terrain.

En tout état de cause, la configuration de la FIAS, n'est pas faite pour répondre à des attaques massives. L'ouest afghan est sous commandement italien. Sa responsabilité couvre 4 PRT : Herat (italien), Badghis (espagnol), Ghor (lituanien) et Farah (américain)<sup>14</sup>. Avec seulement 1 800 hommes, il assure une mission d'assistance à la sécurité sur un territoire dont la superficie totale s'étend sur 160 319 km<sup>2</sup>, soit 1/3 de la superficie

<sup>9</sup> La FIAS n'a pas mandat de lutter contre le terrorisme. Actuellement 8 000 soldats américains sont déployés à cet effet dans le cadre de l'opération *Enduring freedom*.

<sup>10</sup> Dans la perspective d'économiser des troupes sur le terrain, 25 équipes de reconstruction provinciales (PRT) ont été déployées en Afghanistan. Elles sont constituées d'un petit nombre de troupes combattantes et d'un vivier de spécialistes civils ou militaires, chargés de projets de reconstruction dans le domaine de la santé, de l'éducation et de l'eau.

Voir : [http://www.nato.int/issues/afghanistan/O61004\\_update.pdf](http://www.nato.int/issues/afghanistan/O61004_update.pdf)

<sup>11</sup> Olivier Roy, « Afghanistan, vers une irakisation », in RAMSES 2007.

<sup>12</sup> Interview du général David Richards « Nato force too slim for early victory », Agence de presse Reuters, 31 octobre 2006.

<sup>13</sup> Pamela Hess, « Nato's Afghan caveats harmful », in United Press International, Washington DC. 22 novembre 2006. Voir aussi Helle Dale, « NATO in Afghanistan: A Test Case », in Heritage Foundation, 27 novembre 2006

<http://www.heritage.org/Research/MiddleEast/bg1985.cfm>

<sup>14</sup> C'est dans l'ouest du pays que la présence militaire de l'OTAN est la plus faible numériquement. Chiffre à comparer aux 2 700 hommes pour le commandement nord, 9800 pour le sud, 4 500 pour le commandement régional de Kaboul, et 10 000 pour l'est.

de la France, englobant 3 millions d'habitants. Les 500 soldats Italiens couvrent à eux seuls 55 000 km<sup>2</sup> pour la seule province d'Herat. Ils font désormais face à des attaques directes (attentat suicide sur le PRT le 8 avril 2006), et explosion d'engins piégés au passage de leurs convois. A Herat, la population inquiète de la montée de la violence, s'interroge sur le rôle de la FIAS à l'égard des habitants. Face à cette demande sécuritaire, la FIAS soutient qu'elle est mandatée pour assister le gouvernement Karzaï dans cette tâche, mais qu'elle ne peut s'y substituer.

En dépit des récentes tergiversations sur un retrait complet des troupes italiennes d'Afghanistan, le gouvernement italien reste très engagé dans la reconstruction de l'ouest afghan<sup>15</sup>. Il a récemment donné son aval pour l'extension des patrouilles vers la province de Nimroz, dans le district de Delaram, une zone pourtant à haut risque, localisée sur l'axe stratégique reliant Herat à Kandahar. Des forces spéciales italiennes devraient également collaborer avec l'Armée nationale afghane (ANA) dans les zones les plus sensibles situées à la frontière pakistanaise entre les provinces de Helmand et Farah.

Le déficit numérique des effectifs de l'Otan est d'autant plus visible que la présence des forces de sécurité afghanes reste très aléatoire. Pour y remédier, les Italiens contribuent, à la demande du gouvernement afghan, à la formation de la police afghane et à leur dotation en équipement, munitions, et carburant. De source gouvernementale afghane, sur les 45 000 policiers en activité dans l'ensemble du pays, 1 500 seraient officiellement en service dans la province d'Herat, 800 officieusement. Le problème est identique pour l'armée nationale afghane qui, sur un total de 34 000 hommes, mobilise difficilement 3 000 hommes dans les 4 provinces de l'ouest. Par ailleurs, il est courant de voir les forces de sécurité refuser de collaborer au désarmement des milices illégales, ou d'abandonner leurs positions pour éviter les combats meurtriers avec les Taliban.

### **Le contre pouvoir « stabilisant » d'Ismaël Khan**

En marge des opérations de l'OTAN, le gouvernement Karzaï se trouve dans l'impasse pour imposer la stabilité. L'éloignement d'Herat située à 820 km de la capitale Kaboul<sup>16</sup>, auquel s'ajoute l'absence de culture d'un État centralisé en Afghanistan, complique la situation. L'autorité du pouvoir central à Hérat est déléguée depuis 2004 au gouverneur chiite d'ethnie hazara, Sayyed Hussain Anwari, nommé avec la bénédiction du voisin iranien. Toutefois, le véritable maître des lieux reste le Tadjik, Ismael Khan, « le lion d'Herat ». Ancien Moudjahidin, héros de la guerre

---

<sup>15</sup> Sur le plan civil elle participe à la reconstruction de l'Afghanistan à hauteur de 140 millions d'euros pour trois ans (2004-2006) sur trois secteurs prioritaires : construction d'un État de droit, reconstruction des infrastructures routières et des écoles, et enfin soutien au secteur médical.

<sup>16</sup> En observant la carte administrative de l'Afghanistan, on constate que les provinces sont de plus étendues au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la capitale Kaboul.

contre les Soviétiques, il fut aussi le fer de lance de l'opposition au régime taliban dans l'ouest du pays dans les années 1995-2000. Sous son règne, la province d'Herat est restée en paix, tandis que la guerre civile faisait rage à Kaboul. Bénéficiant d'importants revenus générés par les taxes douanières entre l'Iran et l'Afghanistan, il a créé un véritable contre État, consacrant une partie de ces sommes à des projets d'infrastructures et de constructions électriques au bénéfice de la population locale. De fait, Herat a gardé la nostalgie de celui qui fut gouverneur jusqu'en septembre 2004<sup>17</sup>. Pour couper court aux velléités d'indépendance d'Ismaël Khan, Karzaï le limoge en septembre 2004 préférant lui proposer un portefeuille ministériel à Kaboul. Aujourd'hui ministre de l'Eau et de l'énergie, il conserve un pouvoir intact dans la capitale de l'ouest afghan. Le 9 février 2006, des heurts violents et meurtriers opposent chiites et sunnites en marge d'une procession de commémoration du martyr de l'imam Hussein (fête de l'Achoura) organisée par la communauté chiite. Tirant habilement partie de l'opposition entre les factions, Ismaël Khan se rend à Herat et ramène la sécurité à la barbe du gouverneur en fonction<sup>18</sup>.

Contraint de trouver des solutions politiques face à la dégradation de la situation, le président Karzaï s'incline. D'après des sources locales, il s'apprêterait à nommer une nouvelle fois Ismaël Khan gouverneur, sur l'ensemble des provinces de l'ouest (Farah, Badghis, Ghor, Herat). Cette nomination aurait deux avantages. Ismaël Khan entretient une milice de plusieurs milliers d'hommes<sup>19</sup> capables de faire face aux mouvements d'infiltration en provenance de Farah. De plus, il est depuis toujours en bons termes avec le voisin iranien<sup>20</sup>. En revanche, son retour au pouvoir est symptomatique de la faillite du système politique en Afghanistan. Les élections présidentielles (9 octobre 2004) et parlementaires (18 septembre 2005) ont perpétué le système d'influence tribale et clanique, ramenant les anciens chefs de guerre dans les ministères ou l'hémicycle de l'Assemblée. Outre les cas de corruption notoires, ces derniers maintiennent des liens avec les groupes armés illégaux, et réseaux criminels, qui reposent la plupart du temps sur des alliances de circonstance<sup>21</sup>. Dans une étude publiée par l'*Afghanistan Research and Evaluation Unit*<sup>22</sup> l'ex-directeur

<sup>17</sup> sur Ismael Khan voir: [http://www.bassirat.net/news/read\\_whoswho.php?w=134](http://www.bassirat.net/news/read_whoswho.php?w=134)

<sup>18</sup> « Chiites et sunnites s'affrontent en Afghanistan dans des violences interreligieuses inédites et inquiétantes », février 2006 et « Les événements de Herat inquiètent les Sénateurs », 12 février 2006.

Consulter : [www. Bassirat.net](http://www.Bassirat.net).

<sup>19</sup> Ce malgré l'annonce de la dissolution de sa milice et la remise d'armes lourdes à la Commission de désarmement supervisée par l'ONU.

<sup>20</sup> Pendant la guerre contre les Soviétiques, l'Iran fournissait du carburant, des munitions et des armes à Ismaël Khan en échange de son accord pour l'utilisation de la base aérienne de Shindand pour la communauté chiite en Afghanistan. A l'époque des Taliban les Iraniens ont continué leurs approvisionnements.

<sup>21</sup> Sur le pouvoir des commandants voir Olivier Roy, « Afghanistan, le lent retour du pouvoir central » in *Politique internationale*, n°105, Automne 2004.

Du même auteur : « Afghanistan : la difficile reconstruction d'un État », in *Cahier de Chaillot*, n° 73, 2004.

<sup>22</sup> Andrew Reynolds, Lucy Jones and Andrew Wilder in « A Guide to Parliamentary Election, in Afghanistan », August 2005. Voir <http://www.areu.org.af/>

de cet organisme, Andrew Wilder, affirme que sur les 249 parlementaires, 17 sont des trafiquants de drogue, 24 ont des liens avec des bandes criminelles et 40 sont des seigneurs de la guerre toujours associés à des milices armées.

### **L'ouest afghan « province iranienne »**

La complexité de la situation sécuritaire dans l'ouest est également fortement marquée par le jeu du voisin iranien. Au moment où les tensions s'exacerbent entre l'Iran et les États-Unis sur la question du nucléaire iranien, les interrogations se multiplient sur une possible utilisation du levier ouest afghan par l'Iran pour déstabiliser la présence des forces occidentales en Afghanistan. Les États-Unis mettent régulièrement en évidence les liens étroits entre Al Qaïda et la République islamique d'Iran, en dépit d'une apparente alliance contre nature entre chiïtes et sunnites. La Commission nationale américaine sur les attentats terroristes (rapport 2004)<sup>23</sup> accuse Téhéran de prêter main forte aux combattants d'Al Qaïda en transit vers l'Irak ou l'Afghanistan. En outre, les États-Unis dénoncent l'existence de camps d'entraînements animés par le corps des Pasdarans<sup>24</sup>, une organisation militaire parallèle de la République islamique, dans la zone frontalière afghano-iranienne (936 km de frontières poreuses). Jusqu'à présent, leur existence n'a jamais été prouvée. Ces effets d'annonces sont à remettre dans le contexte de l'intense guerre de propagande que se livrent Américains et Iraniens par médias interposés. Les habitants des régions ouest d'Afghanistan reçoivent les chaînes de télévision iraniennes qui diffusent des reportages stigmatisant l'occupation de leur pays par les forces américaines<sup>25</sup>. Téhéran, de son côté, exprime clairement sa volonté de voir disparaître les troupes étrangères, tandis que le président Karzaï évoque la présence des troupes étrangères en Afghanistan jusqu'en 2010<sup>26</sup>.

L'ouest afghan représente pour Téhéran, une zone stratégique pour la propagation de l'influence chiïte. Herat, ancienne province historique du Khorasan, abrite une population d'environ 180 000 chiïtes, soit 17 % de la population de la province. En plus des relais au sein du clergé afghan,

<sup>23</sup> La Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis a été mise en place fin 2002 et pris fin le 21 août 2004 après la publication de son rapport. Voir aussi « L'Iran au centre des liens entre les mouvances Al Qaïda en Irak et en Afghanistan ». 5 février 2006. [http://www.bassirat.net/news/read\\_news.php?n=2252](http://www.bassirat.net/news/read_news.php?n=2252).

<sup>24</sup> Fondé en 1979 par l'Ayatollah Khomeïni, le corps des « Gardiens de la révolutions » est une force séparée de l'armée régulière. Très bien équipée, elle dispose de sa propre Marine, armée de l'Air et Forces terrestres. Elle est aussi responsable des missiles d'Iran sur lesquels l'armée régulière n'a aucun contrôle.

<sup>25</sup> Interview réalisée sur le terrain en avril 2006. Les journalistes et des membres de la société civile d'Herat affirment que l'Iran tente de les recruter afin qu'ils écrivent des articles négatifs sur la présence américaine en Afghanistan et qu'ils servent d'espions lorsqu'ils visitent les installations américaines. Ceux qui refusent et critiquent l'influence iranienne dans l'ouest de l'Afghanistan sont, en revanche, menacés de mort. La chaîne de télévision Tolo TV financée par les Américains est l'outil des Américains à Herat.

<sup>26</sup> En marge de la conférence de Londres (31 janvier 2006), conférence des donateurs pour la reconstruction en Afghanistan.

formé dans les centres religieux iraniens, Téhéran finance le parti du Jami'at-islami d'Ismaël Khan<sup>27</sup>, et avalise indirectement les nominations politiques notamment celle de l'actuel gouverneur d'Herat, le hazara, Al Haj Seyyed Hossein Anwari. L'Iran a progressivement tissé sa toile sur l'ouest afghan, faisant la démonstration de son potentiel de déstabilisation. Lors de la commémoration du martyr de l'imam Hussein en février dernier à Herat, les chiïtes, mis en difficulté face aux sunnites, ont ainsi reçu le soutien armé des Pasdarans.

Toutefois, la volonté d'une réelle déstabilisation de l'ouest afghan paraît peu probable. Pour des raisons historiques et religieuses, l'Iran chiïte a toujours été opposé au régime fondamentaliste sunnite des Taliban<sup>28</sup>. Téhéran reste aussi un ferme soutien du gouvernement Karzai, tant que la protection de la minorité chiïte du pays est garantie (20 % de la population). L'Iran est également un contributeur bienveillant à la reconstruction et au développement en Afghanistan. Outre une série d'accords économiques scellés au mois de mai 2006, Téhéran participe activement à la construction d'une ligne de chemin de fer entre Sangan (Est iranien) et Herat qui devrait être achevée dans le courant de l'année 2007. Cette année, ses exportations vers l'Afghanistan représentent 229 millions de dollars<sup>29</sup>. L'Iran figure aussi parmi les plus gros donateurs financiers en Afghanistan avec 500 millions de dollars attribués entre 2002 et 2006, assortis d'une promesse de don de 560 autres millions cette année. La zone frontalière entre l'Iran et l'Afghanistan est un espace vital pour les deux pays. Le poste douanier d'Islam-Qala, situé à 130 km à l'ouest d'Herat, engendre un flux quotidien de 2 000 personnes, et garantit à l'État afghan un revenu de 60 millions de dollars annuels<sup>30</sup>. Poumon économique de l'ouest afghan, l'Iran dissuade parallèlement toute possibilité d'émergence d'une économie afghane indépendante et solide. Le dumping des prix est utilisé comme stratégie d'asphyxie, défiant toute concurrence des produits afghans<sup>31</sup>. Il entraîne des conséquences désastreuses sur l'économie locale. Les usines afghanes ferment, les fabriques de ciment disparaissent et les réfugiés afghans de retour d'Iran<sup>32</sup> ne peuvent être absorbés par le marché local. Dans l'hypothèse où l'ONU imposerait des sanctions sur l'Iran, Kaboul se retrouverait dans une

<sup>27</sup> Notamment en raison de son opposition aux Taliban.

<sup>28</sup> La tension entre l'Iran et les Taliban a été à son comble lors de l'assassinat des 8 diplomates iraniens par des Taliban à Mazar-e Sharif en 1998. Elle a fait l'objet d'une déclaration du Président du Conseil de sécurité de l'ONU le 15 mai 1998 inquiet de la montée des troubles dans la région. Téhéran a fourni des armes et soutenu la résistance de Massoud, grâce auquel, il voyait la possibilité d'émergence un État multiethnique.

<sup>29</sup> De source iranienne. « Volume of Iranian goods exported to Afghanistan hits 228M dollars ». 21 novembre 2006. Islamic Republic news Agency.

<sup>30</sup> Contre 17, 18 millions de dollars l'année passée, soit une augmentation de 38 %. Interview réalisée avec Abdul Azim Rahimi, Chef du département des douanes d'Herat. Mars 2006. Également cité par Pajwhok afghan news. <http://www.pajhwak.com/>

<sup>31</sup> Entretien avec Alhaj Qulam Qader Akbar, Directeur de la chambre de commerce d'Herat. Juin 2006.

<sup>32</sup> Depuis 2002, 1,4 million de réfugiés sont revenus d'Iran. 1 autre million devrait encore revenir. Source UNHCR [http://www.unama-afg.org/news/\\_pr/\\_english/UN/2006/06sep04-UNHCR-PressRelease.DOC](http://www.unama-afg.org/news/_pr/_english/UN/2006/06sep04-UNHCR-PressRelease.DOC)

situation difficile, contrainte de ménager à la fois l'Iran, un de ses principaux partenaires économiques, et les États-Unis, acteur majeur du soutien à l'Afghanistan.

L'Afghanistan se trouve à la croisée des chemins. Dans un contexte où toutes les tensions sont exacerbées, la question centrale n'est sans doute pas d'avoir plus de moyens militaires, mais de mieux intervenir avant qu'il ne soit trop tard. En octobre 2006, les 2/3 de l'Afghanistan étaient classés en zone à risque maximal. Selon les propos du général britannique David Richards, commandant des forces de l'Otan en Afghanistan, les 70 % d'Afghans favorables à la présence des forces occidentales pourraient se ranger derrière la bannière des Taliban si des résultats ne sont pas visibles d'ici l'année prochaine. Dans cette course contre la montre, l'Otan s'engage à rester en Afghanistan aussi longtemps que nécessaire pour pacifier un pays où elle joue sa crédibilité, tandis que les organisations humanitaires affirment qu'il n'y a pas de solution militaire en Afghanistan. Une situation symptomatique de l'intervention de la communauté internationale dans un pays en crise, qui n'a pas permis de rétablir la sécurité ni de créer un environnement sûr et durable pour répondre aux besoins fondamentaux des Afghans. Selon un rapport de l'International Crisis group, le désir d'une guerre rapide et peu coûteuse pour faire tomber le régime intégriste des taliban en 2001, suivi d'une paix « au rabais » a conduit l'Afghanistan dans une situation de plus en plus dangereuse dont l'issue positive ne peut être déterminée que par une prise de conscience sur la nécessité de construire une nation et une sécurité durable. Une situation très différente de celle de l'Irak, qui est pourtant à rapprocher en termes de constat : deux pays en ruines auxquels on a voulu imposer la démocratie et qui soulèvent aujourd'hui la question des modes d'intervention de la communauté internationale.

#### Cartographie :

Afghanistan :

[http://www.lib.utexas.edu/maps/middle\\_east\\_and\\_asia/afghanistan\\_po1\\_2003.pdf](http://www.lib.utexas.edu/maps/middle_east_and_asia/afghanistan_po1_2003.pdf)

FIAS: (carte et informations sur les PRT) :

[http://www.nato.int/issues/afghanistan/061004\\_update.pdf](http://www.nato.int/issues/afghanistan/061004_update.pdf)

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.*

<http://www.frstrategie.org>

Virginie Sandrock, journaliste spécialisée sur les questions de défense, s'est rendue plusieurs fois en Afghanistan et a participé à la mission de l'OTAN jusqu'en octobre 2006.  
[virginie.sandrock@noos.fr](mailto:virginie.sandrock@noos.fr)